



MINISTÈRE
DU TRAVAIL, DE LA SANTÉ,
DES SOLIDARITÉS
ET DES FAMILLES

Liberté
Égalité
Fraternité

Secrétariat général
Direction des finances,
des achats et des services

Ministères sociaux
DIRECTION GENERALE DE LA SANTE

MARCHÉ PUBLIC
MARCHÉ DE SERVICES

PRESTATIONS D'ASSISTANCE
MEDICALE, D'EVACUATION
SANITAIRE (EVASAN), DE
TRANSPORT DE PERSONNELS
ET D’AFFRETEMENT POUR LE
COMPTE DU MINISTERE EN
CHARGE DE LA SANTE

Cahier des clauses techniques et particulières
(CCTP)



Consultation n°

PRA0309766



Table des matières

ARTICLE 1 – OBJECTIFS.....2

ARTICLE 2 - BENEFICIAIRES DE L’ACCORD-CADRE2

ARTICLE 3 - PRESTATIONS ATTENDUES.....3

Article 3.1 – Cellule opérationnelle – Hotline3

Article 3.2 - La prestation d’assistance médicale et d’évacuation sanitaire (EVASAN)3

Article 3.2.1 – Spécificités de la mission attendue4

Article 3.3 - La prestation de transport de personnels.....5

Article 3.4 - La prestation de fret5

Article 3.5 – Obligations générales6

Article 3.6 – Faisabilité et communication des réponses techniques et financières.....7

Article 3.6.1 – Situations urgentes.....7

Article 3.6.2 – Situations non urgentes8

ARTICLE 4 – PLAN DE CONTINUITE D’ACTIVITE8

ARTICLE 5 - REPORTING ET SUIVI D’AVANCEMENT8

ARTICLE 6 – CLOTURE DE LA MISSION.....9

ARTICLE 7 – CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES9

ARTICLE 8 – PROTECTION DES DONNES PERSONNELLES10



ARTICLE 1 – OBJECTIFS

Le présent cahier des charges fonctionnelles a pour objet la fourniture de prestations d'assistance, d'évacuation sanitaires, de transport de personnels et de fret (s'applique au transport de biens matériels), au sein, depuis ou à destination du territoire français (hexagone, Corse et territoires visés à l'article 72-3 de la Constitution).

Ces prestations comprennent le transport de patients et de leurs accompagnants, le transport de personnels et le transport de matériels et de fret, notamment médical, pharmaceutique, ainsi que de matière biologique et environnementale.

ARTICLE 2 - BENEFICIAIRES DE L'ACCORD-CADRE

La prestation pourra être mise en œuvre par les entités suivantes, désignées comme **bénéficiaires principaux** :

- Ministère chargé de la santé ;
- La Direction Générale de la Santé (DGS) ;
- Centre des crises sanitaires (CCS) ;
- Centre Opérationnel de Régulation et de Réponse aux Urgences Sanitaires et Sociales (CORRUSS).

Les entités citées ci-dessus peuvent être amenées à mobiliser des moyens pour envoyer des personnels, et du fret, au sein, depuis ou à destination du territoire français (hexagone, Corse et territoires visés à l'article 72-3 de la Constitution). Des missions nécessitant l'affrètement de moyens de transport et les ressources humaines et matérielles associées seront alors mises en place.

De même, l'ensemble des ministères en sus du ministère de la Santé (pour leurs administrations centrales, services déconcentrés et services à compétence nationale), désignés comme **bénéficiaires secondaires** pourront recourir au présent accord-cadre à titre exceptionnelle et en cas d'urgence pour les prestations suivantes : évacuations sanitaires, projection de personnels ou transport de fret.

Sont toutefois exclues du champ de cet accord-cadre pour les bénéficiaires secondaires :

- Les expéditions du ministère des Armées relevant d'opérations stratégiques notamment les transports assurés par des moyens militaires et ceux assurés dans le cadre de marché de défense ou de sécurité ;



- Les marchandises à expédier sous immunité diplomatique par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, sont exclues du présent accord-cadre ;
- Les prestations de fret non accompagné.

ARTICLE 3 - PRESTATIONS ATTENDUES

Les demandes du Ministère en charge de la santé peuvent être mise en œuvre au sein, depuis ou à destination du territoire français. Le titulaire garantit au Ministère chargé de la santé la mise à disposition efficiente des moyens de transport et des ressources associés pour apporter une réponse adaptée aux besoins exprimés par le demandeur.

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat.

Article 3.1 – Cellule opérationnelle – Hotline

Le titulaire du marché met à disposition une cellule opérationnelle accessible 24h/24, 365 jours par an¹, permettant la prise en charge des appels en vue de déclencher les opérations en urgence.

Cette hotline sera dédiée aux situations d'évacuations sanitaires (EVASAN) ainsi qu'à la mobilisation de personnels volontaires vers les zones de crise, fret notamment pour :

- Le déclenchement d'une activité liée à une crise ;
- Le suivi des opérations courantes survenant durant la période de gestion de crise.

Un numéro dédié ainsi qu'une adresse électronique de contact (courriel) seront mis en place par le titulaire afin d'identifier rapidement les appels provenant du service commanditaire et d'assurer une prise en charge efficace.

En cas d'indisponibilité de la hotline, une pénalité forfaitaire de 1000 € par jour sera appliquée conformément à l'article 13.1 du CCAP.

Article 3.2 - La prestation d'assistance médicale et d'évacuation sanitaire (EVASAN)

La mission comprend les points suivants :

- L'affrètement d'aéronefs et d'équipages associés pour des missions d'EVASAN :

^{1 1} 366 jours les années bissextiles

- **En avion privé** : réalisation d'évacuation sanitaire clé en main de lit à lit, de tarmac à tarmac, de tarmac à lit et inversement. Recherche des vecteurs disponibles, médicalisation du vol, coordination logistique et administrative de l'ensemble de l'opération ;
- **En avion gros porteur, via des compagnies régulières** : coordination d'évacuation sanitaire par gros porteur, de lit à lit ou de tarmac à tarmac, de tarmac à lit et inversement, en appui du Ministère chargé de la santé qui pourra soutenir la médicalisation du vol. Recherche des vecteurs disponibles, coordination logistique et organisationnelle de l'ensemble de l'opération ;
- **En aéronef affrété** avec son équipage et tout équipement nécessaire selon une durée commandée. Réalisation d'évacuation sanitaire clé en main de lit à lit, de tarmac à tarmac, de tarmac à lit et inversement. Recherche des vecteurs disponibles, coordination logistique et organisationnelle de l'ensemble de l'opération ;
- La mise à disposition de personnels qualifiés pour médicaliser les EVASAN si nécessaire ;
- L'établissement d'un diagnostic médical préalable à la planification de l'opération : le titulaire peut disposer d'un avis médical de la part du bénéficiaire pour qualifier et planifier l'opération au regard de l'état de stabilité du patient.

Article 3.2.1 – Spécificités de la mission attendue

Pour rappel, seul un médecin est habilité à récupérer les informations médicales disponibles du ou des patients concernés afin notamment de les centraliser, de réaliser une analyse critique de ces données, de la situation et de l'environnement après contact avec la structure médicale et/ou les correspondants médicaux locaux.

Dans les cas particuliers de prise en charge de patients infectieux, les évacuations sanitaires devront être réalisées en conformité avec les obligations sanitaires (isolement, protection).

En outre, les principales opérations susceptibles d'être exécutées sont :

- Transport du ou des accompagnants des patients ;
- L'activation, la mise en œuvre, le suivi, la coordination des moyens engagés et nécessaires à l'opération (évacuations sanitaires, projections des ressources humaines et matérielles nécessaires) ;
- Les prestations d'évacuation sanitaire « clé en main » comprenant la régulation et l'assistance médicale adaptée pendant toute la durée de l'évacuation du ou des patients ;
- L'organisation des transports aériens, terrestres et maritimes nécessaires à ces missions ;
- La centralisation et le suivi, des informations disponibles et nécessaires, relatives à l'état de santé des patients évacués.

Rapatriements à la fin des opérations EVASAN :

- Prise en charge le rapatriement des ressources humaines et matérielles utilisées durant l'opération vers lieu de départ ;
- Rapatriement du ou des patients dans leur lieu de résidence habituelle ;

- En cas de décès pendant le transport du patient ou durant le séjour à l'hôpital, rapatriement du corps du défunt et de prendre en charge le transport du corps jusqu'au lieu de l'inhumation.

Article 3.3 - La prestation de transport de personnels

La mission comprend les points suivants :

- La prise en charge ou le remboursement de tout ou partie du transport depuis le lieu de départ en début de mission (domicile, lieu de travail) et jusqu'au lieu de retour en fin de mission. Les déplacements doivent être effectués en transport en commun dès lors que cela est possible. L'utilisation du taxi ou d'un taxi peut être utilisée à titre exceptionnel pour les trajets entre 20h et 8 h ou lorsque les conditions de la mission le justifient ;
- La prise en charge des éventuels frais de restauration, d'hébergement et de transports en commun, lors de la période du transport, sur la base de justificatifs d'achat, dans la limite des montants fixés par l'arrêté du 30 janvier 2024 modifiant l'arrêté du 22 juin 2020 pris pour application du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 modifié et portant politique du voyage des personnels civils du ministère des solidarités et de la santé, du ministère du travail, du ministère des sports ;²

NOTA : Le titulaire prend en charge le remboursement des frais susmentionnés dans le cadre du transport des soignants mobilisés pour les différentes opérations dans les zones de crise. Il vérifiera que les demandes de remboursement respectent bien le cadre défini par l'arrêté cité. En cas de remboursement non justifié, le titulaire ne pourra solliciter le remboursement des sommes indûment perçues par les agents auprès de l'administration.

Le titulaire établira les modalités de transmission des demandes de remboursement émanant des agents mobilisés en utilisant une plateforme numérique sécurisée dédiée ou tout autre moyen équivalent.

- La réservation ou l'affrètement de moyens de transports routier, maritime, ferroviaire et aérien, ainsi que d'équipages associés (si nécessaire) pour des missions de transports de personnels au profit du Ministère en charge de la santé ;
- La prise en charge des frais de visas ;
- La prise en charge des frais de vaccination et traitements médicaux prophylactiques, s'ils sont obligatoires pour la destination concernée ;

Article 3.4 - La prestation de fret

² <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049085270>
<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000000242360>



Il est entendu par fret, le transport de tout moyen matériel médical, pharmaceutique, de matière biologique et environnemental et de tous les matériels nécessaires à la bonne exécution des missions. Les prestations de fret non accompagné ne sont pas couvertes par le présent accord-cadre et font l'objet de marchés interministériels.

La mission comprend :

- L'affrètement de tout moyen de transport nécessaire à la réalisation de l'opération du point de départ jusqu'au point d'arrivée (terrestre, maritime, ferroviaire et aérien) ainsi que les ressources humaines et matérielles associées, notamment en camion, bateau-cargo, en train, en avion privé, en avion gros porteur ou via une compagnie aérienne commerciale (liste non exhaustive)

Article 3.5 – Obligations générales

Dans le cadre de ses prestations d'assistance, d'évacuation sanitaires, de transport de personnels et de transport de fret, le titulaire a pour obligation :

- D'informer sans délai le Ministère en charge de la santé de tous les risques ou évolutions associés à la situation ou à l'opération, et ceci dans toutes ses composantes, notamment sanitaire, normes de sécurité, contexte ;
- D'assurer la mise à disposition de tous les moyens et matériels (dont médicaux) utiles et/ou nécessaires permettant le bon accomplissement de la mission de gestion de la situation sanitaire, de suivi, ou de transport.

Les prestations seront exécutées au fur et à mesure de la survenance des besoins, sous l'entière responsabilité du titulaire qui devra se conformer strictement aux textes réglementaires en vigueur dans le domaine objet du présent contrat. Le titulaire devra s'assurer qu'il en est de même pour les sociétés affrétées.

GARANTIES ATTENDUES LORS DE LA REALISATION DES MISSIONS

Pour mener à bien ces prestations, le titulaire devra réaliser :

- La prise de connaissance de l'état médical du patient pour définir les modalités et les moyens utiles et nécessaires pour l'opération ;
- La recherche des sociétés de transport pouvant réaliser les missions demandées aux meilleures conditions techniques et financières ;
- La coordination de l'ensemble des acteurs mobilisés ;
- L'organisation des transports terrestres, maritimes, ferroviaires et aériens nécessaires ;
- Le suivi de l'opération jusqu'à l'acheminement du ou des patients et de leurs accompagnants, des personnels et du fret à destination.

Lors des missions de mobilisations d'équipes médicales ou paramédicales, le titulaire :

- Réalise la coordination entre les équipes médicales mobilisées et le demandeur ;



- S'assure que l'équipe mobilisée dispose de l'ensemble du matériel médical nécessaire à la mission ;
- Prend à sa charge l'ensemble de l'organisation administrative nécessaire au transport des personnels et de leur matériel.

Le Ministère en charge de la santé pourra appuyer le titulaire dans cette démarche.

Lors des missions d'affrètement d'aéronefs, le titulaire :

- Réalise la coordination entre la société de transport et le demandeur ;
- S'assure que la société de transport affrétée dispose des autorisations et certificats nécessaires à la réalisation de la mission ;
- S'assure que les conditions d'aménagement sanitaire sont adaptées à l'état du ou des patients.

Lors de la préparation des vols, le titulaire se charge, en lien avec la compagnie affrétée, de :

- Obtenir toutes les autorisations de vols, survol, atterrissage nécessaire au vol ;
- S'assurer de la mise à disponibilité, le cas échéant, d'une équipe navigante opérationnelle (et son complément en cas d'escale) ;
- Vérifier que l'aménagement médical de l'aéronef est adapté à la prise en charge du / des patients en cas de missions EVASAN ;
- Réaliser les formalités douanières ;
- Réaliser les demandes d'assistance au départ, à l'arrivée ou en escale (handling) ;
- S'assurer de la maintenance, du ravitaillement de l'aéronef pour éviter toute interruption de la mission.

Lors de la réalisation des vols, le titulaire se charge, en lien avec la compagnie affrétée, de :

- Vérifier la liste des patient(s), accompagnants et ressources humaines et matérielles embarqués.

Article 3.6 – Faisabilité et communication des réponses techniques et financières

Le titulaire devra accuser réception de la demande de la saisine réalisée par le service bénéficiaire.

Article 3.6.1 – Situations urgentes

En cas de situation urgente (réalisation de la prestation dans les 7 jours calendaires maximum suivants la demande), le titulaire s'engage à :

- Accuser réception de la sollicitation dans un délai de 2 heures maximum suivant la demande ;
- Transmettre une réponse technique et financière dans les 4 heures suivant la demande.

Article 3.6.2 – Situations non urgentes

En dehors des situations urgentes, le titulaire s'engage à :

- Accuser réception de la sollicitation dans un délai de 12 heures maximum ;
- Transmettre une réponse technique et financière dans les 48 heures suivant la demande.

En cas de non-respect, le titulaire encourt les pénalités visées à l'article 13.2 du CCAP.

ARTICLE 4 – PLAN DE CONTINUITE D'ACTIVITE

Le titulaire s'engage à activer son plan de continuité d'activité (PCA) en cas de crise majeure affectant la prestation, sous peine de pénalités visées à l'article 13.3 du CCAP.

Le titulaire est chargé de maintenir à jour son PCA pendant toute la durée du marché et le mettre en œuvre si nécessaire.

ARTICLE 5 - REPORTING ET SUIVI D'AVANCEMENT

Un compte-rendu sur le déroulement de l'opération sera envoyé au titulaire dans un délai de 7 jours calendaires suivant la fin de l'opération.

Lors de missions relatives au transport de personnels, le prestataire fournit de manière journalière, sous forme de tableau de suivi, les informations de mobilisation des personnels mobilisés, notamment les coordonnées des personnels, les dates de départ et retour.

Le titulaire s'engage à fournir un suivi détaillé qui comprend :

- Un suivi d'activité quotidien, hebdomadaire ou mensuel selon la fréquence des demandes :
 - Lieux de réalisation de la mission
 - Vecteur utilisé
 - Personnels mobilisés
 - Prix HT et TTC facturés ;
 - Etat des facturations en suspens.
- Une revue de contrat annuelle basée sur un rapport d'activité transmis sous format numérique sera transmise à chaque date anniversaire de l'accord-cadre comprenant une volumétrie détaillée des opérations réalisées, l'état des dépenses, une synthèse des difficultés rencontrées assortie de pistes d'amélioration ainsi qu'un bilan chiffré des émissions de gaz à effet de serre consommés au titre des missions ;

- Des réunions pourront être organisées de manière plus fréquente selon les besoins de suivi des prestations prévues au présent marché.

De même, le titulaire mettra à disposition un outil numérique visant à suivre en temps réel l'avancement de la mission. L'outil proposé devra permettre des exports en format numérique (tableurs format Excel, documents PDF ou équivalent).

Le non-respect des obligations en matière de reporting expose le titulaire au pénalités mentionnées à l'article 13.3 du CCAP.

ARTICLE 6 – CLOTURE DE LA MISSION

Le titulaire communique au service bénéficiaire, dans un délai maximum de 30 jours calendaires à compter de l'attestation du service fait (après réalisation des prestations attendues jusqu'à la fin de l'opération d'évacuation sanitaire, au retour du dernier personnel, l'arrivée du fret à destination), le devis final ajusté aux frais réels, accompagné des factures et justificatifs correspondants. Ce devis consolidé devra inclure de manière exhaustive :

- Les dépenses effectivement engagées ;
- Un détail précis des frais de restauration, d'hébergement et de transports en commun liés au déplacement des personnels ;
- Les éventuels écarts par rapport au devis prévisionnel ;
- Une justification détaillée de tout dépassement.

En cas de retard dans la transmission de ces éléments, le titulaire ne pourra invoquer un éventuel retard de paiement et s'expose aux pénalités prévues à l'article 13.3 du CCAP.

ARTICLE 7 – CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

Bien qu'organisateur des transports dans le cadre des opérations, le titulaire est le seul interlocuteur de l'acheteur et a donc la responsabilité de transmettre toutes les informations qui attestent de la qualité environnementale de la prestation.

En amont de chaque mission, le titulaire est force de proposition pour améliorer la performance environnementale des prestations en fonction des moyens à mobiliser.

Il proposera au service commanditaire une solution respectueuse de l'environnement.

Le titulaire veillera à limiter l'impact environnemental des transports de marchandises, la planification du transport de fret doit permettre lorsque cela est compatible, avec les besoins du bénéficiaire, d'éviter la circulation pendant les heures de pointes.



Le titulaire privilégie le transport groupé de marchandises objet de l'accord-cadre afin de réduire les déplacements des véhicules.

Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions.

ARTICLE 8 – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Le titulaire dans le cadre de l'exécution de ces missions respectera scrupuleusement le traitement des données à caractère personnelles (RGPD) dont il aurait connaissance conformément à la réglementation applicable.

Ces obligations incombent au titulaire et à l'ensemble de ses partenaires.

Lors de la réunion de cadrage du marché, le titulaire désigne un référent RGPD et détaille les modalités de traitement en lien avec le représentant de l'administration.

En cas de manquement, le titulaire s'expose aux pénalités visées à l'article 13.1 du CCAP ainsi qu'à la résiliation de l'accord-cadre pour faute.